

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 3 septembre 1960, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées", a donné le 20 septembre 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 3e september 1960 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht", heeft de 20e september 1960 het volgend advies gegeven :

Le projet apporte à l'arrêté royal du 9 avril 1952 une série de modifications dont le but est principalement de mettre sa terminologie en concordance avec celle de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, et avec celle des lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957. La mention de ces deux lois, qui ne constituent pas la base légale du projet, pourrait être omise dans le préambule.

Il n'y a pas lieu non plus de citer dans celui-ci l'arrêté royal du 7 avril 1959, qui a été pris en exécution de la loi du 1er mars 1958; le projet n'y apporte aucune modification.

Seuls les arrêtés qui ont modifié l'arrêté royal du 9 avril 1952 et qui sont encore en vigueur doivent être cités dans le préambule. Il y aurait dès lors lieu de rédiger le troisième alinéa du préambule de la manière suivante :

"Vu l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées, modifié par les arrêtés royaux des 22 novembre 1955, 19 juin 1956, 6 mai 1957, 2 juillet 1957, 6 août 1957, 26 février 1958, 30 avril 1958 et 6 janvier 1959;".

+

+ +

.../...

Comme il existe deux arrêtés royaux en date du 9 avril 1952, qui fixent respectivement le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées et celui du personnel de la gendarmerie, il y a lieu de rédiger le liminaire de l'article 1er de la manière suivante :

"Article 1er.-

L'article 1er de l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées, modifié par l'arrêté royal du 6 mai 1957, est remplacé par la disposition suivante : ... ".

+
+ +

Le nouvel article 4, § 1er, dispose que c'est aux trois-quarts "du dernier traitement d'activité" que les militaires qu'il désigne, ont droit.

Le projet devrait, par souci de concordance, apporter la même modification au § 2, alinéa 1er, du même article.

Les liminaires de l'article 4, § 1er et § 2, du projet seraient mieux rédigés comme suit :

.../...

"§ 1er. L'article 4, § 1er, du même arrêté
... (la suite comme au projet) ...

§ 2. Le même article 4 est complété par la
disposition suivante :

...

§ 3. ... "

+

+ +

En disposant , dans le nouvel article 8, que
sont réputés services effectifs, les services prestés
notamment par les militaires "détachés pour cause de
mission officielle", l'article 7 du projet entend par
"mission officielle" celle qui est accomplie "auprès
d'une autorité supranationale ou étrangère". Cette
précision, qui est donnée par le nouvel article 25, qui
fait l'objet de l'article 11 du projet, devrait être
apportée également au nouvel article 8.

+

+ +

A l'article 8 du projet, il y aurait lieu
d'écrire : " ...figurant à l'article 9, alinéa 1er,
du même arrêté ... ".

+

+ +

.../...

L'article 9 du projet remplace uniquement le § 1er de l'article 18 de l'arrêté royal du 9 avril 1952.

Il y aurait dès lors lieu de rédiger le début de cet article 9 de la manière suivante :

"Article 9.-

L'article 18, § 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. ...".

+

+ +

L'article 11 du projet remplace l'article 25 de l'arrêté royal du 9 avril 1952 par une nouvelle disposition.

L'alinéa 2 du nouvel article est rédigé comme suit :

"Sur proposition de Notre Ministre de la Défense nationale, des dérogations aux dispositions du présent article peuvent être accordées dans des cas particuliers".

Suivant les explications données par le délégué du Ministre, c'est au Ministre lui-même qu'il appartiendra d'accorder pareille dérogation. Il y aurait dès lors lieu de rédiger cet alinéa de la manière suivante :

.../...

"Le Ministre de la Défense nationale peut accorder, dans des cas particuliers, des dérogations à l'alinéa 1er".

+

+ +

L'article 12 du projet remplace l'article 27 de l'arrêté royal du 9 avril 1952 par une nouvelle disposition.

Suivant celle-ci, le militaire appointé prisonnier ou interné de guerre conserve son droit au traitement; le Roi peut toutefois supprimer ou réduire le traitement pour des raisons d'ordre disciplinaire. Pour prendre cette décision, le Roi n'est pas tenu par celle qui interviendra concernant l'incidence de la captivité ou de l'internement sur l'ancienneté du militaire après avis des commissions compétentes (loi du 1er mars 1958, article 26 ; loi du 27 juillet 1934, article 8 ; loi du 9 juillet 1951, article 30). Le Roi pourrait supprimer ou réduire le traitement, même si le militaire ne subit aucune perte d'ancienneté.

Si, toutefois, l'intention du Gouvernement était de tenir compte de la décision relative à l'ancienneté, il y aurait lieu de le prévoir dans l'article 27, alinéa 2, nouveau.

.../...

Dans le cas contraire, il y aurait lieu, par souci de concordance avec le statut pécunaire des militaires soldés (article 4 de l'arrêté royal du 18 décembre 1951, modifié par l'arrêté royal du 15 février 1960), de rédiger le début de l'alinéa 2 du nouvel article 27 de la manière suivante :

"Toutefois, par arrêté royal pris sur proposition motivée du Ministre de la Défense nationale, le traitement ... (la suite comme au projet) ... ".

+
+ +

Les observations qui viennent d'être formulées concernant le nouvel article 27 valent pour le nouvel article 28, qui fait l'objet de l'article 13 du projet.

La loi du 1er mars 1958 prévoit, en son article 26, qu'une décision sera prise, après avis d'un conseil d'enquête, concernant l'incidence de l'absence sur l'ancienneté de l'officier; par contre, les deux lois relatives aux sous-officiers ne parlent pas de cette hypothèse. Selon le projet, le Roi pourrait réduire le traitement de l'officier, même s'il ne subit aucune perte d'ancienneté. Si, toutefois, l'intention du Gouvernement était de tenir compte de la décision relative à l'ancienneté, il y aurait lieu de le prévoir dans l'article 28, alinéa 2, nouveau.

.../...

Dans le cas contraire, il serait proposé de rédiger le début de l'alinéa 2 du nouvel article 28 de la manière suivante :

"Par arrêté royal pris sur proposition motivée du Ministre de la Défense nationale, un traitement réduit ... (comme au projet) ... ".

+
+ +

Le liminaire de l'article 14 du projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 14.-

Au tableau I annexé au même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 avril 1958, les rubriques A et B figurant sous le groupe I sont remplacées respectivement par :

... ".

+
+ +

L'article 16 abroge l'article 3 de l'arrêté royal du 5 novembre 1956 dont les autres dispositions ont été abrogées par l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière.

.../...

Cet article 3 fixait, en son alinéa 1er, le principe de l'octroi d'une allocation à l'officier commissionné à l'emploi du grade supérieur; cette disposition est reprise à l'article 21 ter, nouveau, qui fait l'objet de l'article 10 du projet.

L'article 3 de l'arrêté royal du 5 novembre 1956 disposait en son alinéa 2 :

"En outre, il bénéficie des allocations et indemnités aux taux et conditions prévus pour l'officier du grade dont il exerce l'emploi".

Cette disposition est abrogée par le projet, sans être insérée dans l'arrêté royal du 9 avril 1952; ceci nécessitera l'insertion, dans chaque arrêté relatif aux allocations et indemnités, d'une disposition prévoyant le régime applicable aux officiers commissionnés à l'emploi du grade supérieur.

+

+ +

L'article 17 du projet dispose :

.../...

"Le présent arrêté entre en vigueur le premier du mois qui suit la date de sa publication au Moniteur belge. Toutefois, les articles 4 et 11 produisent leurs effets à la date du 7 avril 1959".

La rétroactivité attachée aux articles 4 et 11 n'est à l'abri de critique que dans la mesure où elle ne porte pas atteinte à certaines situations acquises.

Het ontwerp brengt in het koninklijk besluit van 9 april 1952 een reeks wijzigingen aan, vooral met het oog op terminologische overeenstemming met de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren en de op 2 september 1957 gecoördineerde dienstplichtwetten. Die twee wetten zijn echter geen rechtsgrond voor het ontwerp en hoeven dus in de aanhef niet te worden vermeld.

Evenmin moet worden verwezen naar het koninklijk besluit van 7 april 1959, dat is genomen ter uitvoering van de wet van 1 maart 1958 ; het ontwerp brengt daarin geen wijziging aan.

Alleen de besluiten die het koninklijk besluit van 9 april 1952 hebben gewijzigd en thans nog in werking zijn, moeten in de aanhef worden aangegeven. Het vierde lid daarin leze men dan als volgt :

"Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 november 1955, 19 juni 1956, 6 mei 1957, 2 juli 1957, 6 augustus 1957, 26 februari 1958, 30 april 1958 en 6 januari 1959;"

+

+ +

Daar er twee koninklijke besluiten van 9 april 1952 bestaan, het ene houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht, het andere houdende geldelijk statuut van het personeel der Rijkswacht, wordt de inleidende volzin van artikel 1 best als volgt gesteld :

.../...

"Artikel 1.-

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 mei 1957, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

+
+ +

Het nieuwe artikel 4, § 1, bepaalt dat de daarin bedoelde militairen recht hebben op drie vierde "van de laatste activiteitswedde".

Ter wille van de overeenstemming zou het ontwerp ook § 2, eerste lid, van dat artikel in die zin moeten wijzigen.

De inleidende volzin van artikel 4, § 1, en die van artikel 4, § 2, van het ontwerp worden beter als volgt gesteld :

"§ 1. Artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit ... (voorts zoals in het ontwerp) ...

§ 2. Hetzelfde artikel 4 wordt met de volgende bepaling aangevuld : ...

§ 3. ...".

+
+ +

.../...

Waar het nieuwe artikel 8 (artikel 7 van het ontwerp) bepaalt dat "als werkelijke diensten worden beschouwd de diensten volbracht door de militairen die ter beschikking van een ander ministerieel departement zijn gesteld of afgedeeeld wegens officiële opdracht", wordt onder "officiële opdracht" verstaan die welke bij "een supranationale of vreemde overheid" wordt uitoefend. Deze verduidelijking, gegeven in het nieuwe artikel 25 (artikel 11 van het ontwerp), ware ook in het nieuwe artikel 8 wenselijk.

+
+ +

In artikel 8 van het ontwerp schrijve men "... die voorkomen in artikel 9, eerste lid, van ...".

+
+ +

Artikel 9 van het ontwerp vervangt enkel de eerste paragraaf van artikel 18 van het koninklijk besluit van 9 april 1952.

Dat artikel zou derhalve als volgt moeten beginnen :

"Artikel 9.-

Artikel 18, § 1, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. ...".

+
+ +

.../...

Artikel 11 van het ontwerp vervangt artikel 25 van het koninklijk besluit van 9 april 1952 door een nieuwe bepaling.

Het tweede lid van dat nieuwe artikel zegt :

"Op voordracht van Onze Minister van Landsverdediging kunnen in bijzondere gevallen afwijkingen aan de bepalingen van dit artikel toegestaan worden".

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Minister zal de bevoegdheid tot het verlenen van afwijkingen bij de Minister zelf berusten. De tekst ware dan ook als volgt te lezen :

"De Minister van Landsverdediging kan in bijzondere gevallen afwijkingen van het eerste lid toestaan".

+

+ +

Artikel 12 van het ontwerp vervangt artikel 27 van het koninklijk besluit van 9 april 1952 door een nieuwe bepaling.

Volgens die bepaling behoudt de weddetrekkende militair die krijgsgevangene of oorlogsgeïnterneerde is, zijn recht op wedde ; de Koning kan die wedde echter om tuchtrekenen afschaffen of verminderen . Hij is hierbij niet gebonden door de beslissing die na advies van de bevoegde commissies getroffen wordt omtrent de terugslag van de krijgsgevangenschap of de internering op de anciënniteit van de betrokken militair (wet van 1 maart 1958, artikel 26; wet van 27 juli 1934, artikel 8 ; wet van 9 juli 1951, artikel 30). Hij kan de wedde afschaffen of verminderen ook al lijdt de militair geen anciënniteitsverlies.

.../...

Ligt het echter in de bedoeling van de Regering wél rekening te houden met de beslissing inzake anciënniteit, dan zou dit in het nieuwe artikel 27, tweede lid, moeten worden bepaald.

In het tegenovergestelde geval zou, ter wille van de overeenstemming met het geldelijk statuut van de soldijtrekkende militairen (artikel 4 van het koninklijk besluit van 18 december 1951, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 februari 1960), het tweede lid van het nieuwe artikel 27 als volgt moeten beginnen :

"Bij koninklijk besluit, genomen op de met redenen omklede voordracht van de Minister van Landsverdediging, kan de wedde evenwel ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

+

+ +

De opmerkingen gemaakt bij het nieuwe artikel 27 gelden eveneens voor het nieuwe artikel 28 (artikel 13 van het ontwerp).

Artikel 26 van de wet van 1 maart 1958 bepaalt, dat na advies van een onderzoeksraad een beslissing omtrent de terugslag van de afwezigheid op de anciënniteit van de officier wordt genomen ; in de twee wetten betreffende de onderofficieren is daar echter geen sprake van. Volgens het ontwerp zou de Koning de wedde van de officier kunnen verminderen ook al lijdt deze geen anciënniteitsverlies. Ligt het echter in de bedoeling van de Regering wél rekening te houden met de beslissing inzake anciënniteit, dan zou dit in het nieuwe artikel 28, tweede lid, moeten worden bepaald.

.../...

In het tegenovergestelde geval wordt voorgesteld, het tweede lid van het nieuwe artikel 28 als volgt te laten beginnen :

"Bij koninklijk besluit, genomen op de met redenen omklede voordracht van de Minister van Landsverdediging, kan een verminderde wedde ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

+

+ +

De inleidende volzin van artikel 14 van het ontwerp ware beter als volgt gesteld :

"Artikel 14.-

In de tabel I, gevoegd bij hetzelfde besluit gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 april 1958, worden de rubrieken A en B van groep I onderscheidenlijk vervangen door : ...".

+

+ +

Artikel 16 van het ontwerp houdt opheffing van artikel 3 van het koninklijk besluit van 5 november 1956, waarvan de overige bepalingen zijn opgeheven bij het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering der beroepsofficieren.

In het eerste lid van dat artikel 3 was het beginsel neergelegd, dat aan de tot het ambt van de hogere graad aangestelde officier een toelage wordt verleend ; die bepaling wordt overgenomen in het nieuwe artikel 21ter (artikel 10 van het ontwerp) .

.../...

Artikel 3, tweede lid, van het evengenoemde koninklijk besluit van 5 november 1956 bepaalde :

"Bovendien geniet hij de toelagen en vergoedingen op dezelfde voet en onder dezelfde voorwaarden als bepaald ten aanzien van de officier bekleed met de graad waarvan hij het ambt uitoefent".

Het ontwerp heft die bepaling op zonder ze in het koninklijk besluit van 9 april 1952 op te nemen, zodat in ieder besluit met betrekking tot toelagen en vergoedingen een bepaling zal moeten worden ingevoegd omtrent de regeling geldend voor de in het ambt van de hogere graad aangestelde officieren.

+

+ +

Artikel 17 van het ontwerp bepaalt :

"Dit besluit treedt in werking de eerste der maand volgend op de datum waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt. Nochtans hebben de artikelen 4 en 11 uitwerking op 7 april 1959".

Terugwerking voor de artikelen 4 en 11 is hier slechts veilig in zover daardoor aan sommige verkregen toestanden geen afbreuk wordt gedaan.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS,
de Heren :

M. SOMERHAUSEN,
G. HOLOYE,

F. DUCHENE,

F. VAN GOETHEM,

C. ROUSSEAU,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAU.

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste-voorzitter,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

assesseurs de la section de législation,
bijzitters van de afdeling wetgeving,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.